

# CONSTRUCTION POLITIQUE ET SOCIALE DES TERRITOIRES

CAHIER n°5

## *Penser la fabrique de la ville en temps de crise(s)*

*Rencontres franco-italiennes de géographie sociale*



– Janvier 2016 –

*Ces Cahiers ont pour objectif de diffuser les résultats de travaux de recherche et d'activités scientifiques réalisés au sein de l'équipe Construction politique et sociale des territoires de l'UMR 7324 CITERES (CNRS-Université de Tours).*

*Cette équipe pluridisciplinaire regroupe une vingtaine d'enseignants-chercheurs : anthropologues, géographes, sociologues, spécialistes de l'aménagement et de l'analyse des politiques publiques, des sciences de l'information et de la communication. Ses travaux interrogent l'apparent paradoxe entre les tendances à la « déterritorialisation » et l'importance renouvelée du territoire pour les pratiques sociales, pour l'action politique, collective et publique.*

**Responsable de l'équipe CoST**

Alain THALINEAU

**Comité de rédaction**

Hélène BERTHELEU, Julie GARNIER, Marie-Pierre LEFEUVRE,  
Héloïse NEZ, Françoise SITNIKOFF, Hovig TER MINASSIAN

**Coordination du numéro**

Hovig TER MINASSIAN

**Conception, réalisation et mise en ligne**

Muriel HOUILLIER (UMR 7324 CITERES)

**Disponible en ligne : <http://citeres.univ-tours.fr>**

ISBN : 979-10-95552-01-7

**Photos de couverture :**

- Photo en haut à gauche : *Cupar Way, à l'ouest de la ville (Belfast)*. ©Adèle Schar, août 2013
- Photo en haut à droite : *Trasformazioni del paesaggio urbano di Cagliari: La MEM (Mediateca del Mediterraneo)*. ©Fonte: <http://www.cagliariturismo.it>
- Photo en bas à gauche : *Villanova (Cagliari), quartier en suspens*. ©Memoli, 2014
- Photo en bas à droite : *La casa è di chi l'abita/La maison c'est à qui y habite*. ©Silvia Ughetto

## TABLE DES MATIÈRES

|                                                                    |   |
|--------------------------------------------------------------------|---|
| <u>AVANT-PROPOS : La fabrique de la ville en temps de crise(s)</u> |   |
| <i>Nora Semmoud, Hovig Ter Minassian</i> .....                     | 5 |

### 1<sup>ère</sup> partie : Les effets de la crise sur les politiques urbaines

- Le projet urbain à Belfast : une fabrique de la ville entre crise et conflit  
*Adèle Schar* ..... 7
- Baisser le pavillon ? Biens militaires et aménagement urbain à Cagliari  
(Sardaigne, Italie)  
*Carlo Perelli, Giovanni Sistu* ..... 17
- Alimenter la résilience urbaine. Des nouvelles perspectives vers un Plan  
Territorial de la Nourriture pour la Ville de Turin  
*Egidio Dansero, Giacomo Pettenati, Alessia Toldo* ..... 31

### 2<sup>e</sup> partie : De la crise à l'urbanisme néo-libéral

- Les politiques néolibérales à l'épreuve du local. Le cas du quartier de Villanova  
à Cagliari  
*Maurizio Memoli, Alberto Pisano, Matteo Puttilli*..... 45
- Néolibéralisme et développement urbain dans l'Italie du Sud: le modèle  
« IBM smart city » dans la ville de Syracuse  
*Arturo Di Bella, Luca Ruggiero* ..... 61
- Les transformations du paysage urbain comme réponse à la crise : ambitions,  
discours et instrumentalisation de la culture à Cagliari  
*Raffaele Cattedra, Marcello Tanca*..... 71

### 3<sup>e</sup> partie : Vivre la ville en temps de crise et réponses par le bas

- L'encadrement des activités informelles des biffins à Paris :  
une réponse à la crise ?  
*Hélène Balan*..... 91
- L'habitat participatif en France : une alternative sociale à la « crise » ?  
*Sabrina Bresson* ..... 107

- Marginalité liée au logement et réponses par le bas. Résistance ou résilience ?  
Le cas de Turin  
*Elisabetta Rosa* ..... 121
- Mobilisations citoyennes pour le territoire : analyse de discours des réseaux sociaux et des communications institutionnelles  
*Mary Fraire, Francesca Sessa, Sabrina Spagnuolo, Serenella Stasi, Sonia Marino* ..... 135

## AVANT-PROPOS

### *La fabrique de la ville en temps de crise(s)*

Le présent numéro des *Cahiers de CoST* fait suite au colloque franco-italien de géographie sociale « Penser la fabrique de la ville en temps de crise(s) » organisé à Tours les 16 et 17 juin 2014 par les équipes EMAM et CoST du laboratoire CITERES<sup>1</sup>. Il s'inscrit dans la continuité d'une série de manifestations scientifiques annuelles, regroupant depuis 2008 des chercheurs italiens et français qui confrontent leurs regards autour des débats scientifiques dans le champ de la géographie sociale<sup>2</sup>.

1 Le colloque a reçu le soutien du Conseil Scientifique de l'Université de Tours et du Conseil Régional du Centre.

2 La première rencontre a été conjointement organisée par l'université de Caen-Basse-Normandie, la MRSH de Caen, l'université de Parma (département de sciences sociales), la société italienne de géographie, le centre italien des études historiques et géographiques et l'université franco-italienne, sur le thème « Aider à comprendre le monde : l'enjeu de la géographie « sociale » aujourd'hui » (Parme, 2008). Depuis, cette rencontre s'est tenue annuellement sur les thèmes suivants : « La société entre espace et territoire » (Naples, 2009) ; « Géographie sociale, le temps, le paysage » (Caen, 2010) ; « Géographie sociale et démocratie » (Rome, 2011) ; « L'individu spatial » (Nantes, 2012) ; « Justice spatiale, marginalité, isolement et citoyenneté » (Cagliari, 2013).

La thématique proposée pour l'édition 2014 était issue des questionnements de chercheurs du laboratoire et de leurs partenaires italiens sur la fabrique de la ville dans un contexte où la question de la crise paraît omniprésente dans les discours dominants. Dans le cadre de ce colloque, la crise, que celle-ci soit environnementale, politique, urbaine ou économique, a été envisagée à la fois comme un élément de contextualisation et un facteur qui pèse sur la fabrique de la ville actuelle. Il ne s'agissait donc pas tant de s'interroger sur la réalité d'une crise ou de ses effets, mais plutôt de questionner la manière dont celle-ci pouvait être invoquée pour justifier ou au contraire disqualifier un modèle de gouvernance, un projet urbain ou une stratégie d'aménagement. Que fait-on et que fait-on faire dans les villes contemporaines au nom de la crise ?

Le colloque a ainsi été l'occasion de saisir comment en Italie et en France les géographes travaillant sur la production et sur les pratiques des espaces urbains intègrent la notion de crise dans leurs travaux. Pour cela, trois pistes de réflexion avaient été proposées :

- il s'agissait d'abord de traiter des effets des références à la crise économique et urbaine sur les productions d'une géographie sociale qui s'attache à construire une critique des formes d'urbanisme « néo-libérales » ;

- ensuite de discuter l'hypothèse d'une crise de l'action publique urbaine qui se manifesterait par la multiplication des situations de blocage de projets d'aménagement et d'infrastructures par des conflits locaux ;

- et, enfin, d'analyser des situations dans lesquelles la perspective ou l'invocation par certains acteurs d'une crise environnementale ou de situations d'urgence pèse sur les façons de concevoir la production et le fonctionnement des villes.

Une grande partie de ces débats se retrouve dans les contributions du présent numéro des *Cahiers de CoST*, mêlant chercheurs italiens et francophones, jeunes chercheurs et universitaires plus chevronnés, et proposant des terrains d'étude aussi divers que Belfast en Irlande du Nord, Turin et Falcognana en Italie, Syracuse en Sicile, Cagliari en Sardaigne, Paris, Strasbourg et Grenoble en France, et enfin Burgos en Espagne<sup>3</sup>.

Les trois premiers textes du numéro (respectivement d'Adèle SCHAR ; de Carlo PERELLI et Giovanni SISTU ; d'Egidio DANSERO, Giacomo PETTENATI et Alessia TOLDO) portent sur les effets de la crise sur les politiques urbaines. Ils montrent comment les conséquences, réelles ou fantasmées des crises politiques, économiques ou environnementales, contribuent en discours et en actes, à la reconfiguration de l'action publique locale dans des domaines aussi divers que l'aménagement urbain, les politiques foncières ou alimentaires.

Les textes suivants (respectivement de Maurizio MEMOLI, Alberto PISANO et Matteo PUTTILLI ; d'Arturo DI BELLA et Luca RUGGIERO ; de Raffaele CATTEDRA et Marcello TANCA) proposent un questionnement croisé sur l'articulation entre crise et urbanisme néo-libéral. En

<sup>3</sup> Nous souhaitons ici remercier particulièrement Claudia Cirelli et Fabrizio Maccaglia qui ont apporté leur aide pour échanger avec nos collègues italiens non francophones.

se livrant chacun à leur manière, à une critique des politiques de gentrification et de revalorisation économique et culturelle des espaces urbains, ils s'interrogent sur le virage néo-libéral des politiques urbaines contemporaines et leurs effets ségrégatifs.

Enfin, les derniers textes du présent numéro (respectivement d'Hélène BALAN ; de Sabrina BRESSON ; d'Elisabetta ROSA ; de Mary FRAIRE, Francesca SESSA, Sabrina SPAGNUOLO, Serenella STASI et Sonia MARINO) portent sur comment vivre la ville en temps de crise et réponses par le bas. Prenant le contrepied des textes précédents, ils s'interrogent, non sur les effets de la crise sur les politiques urbaines, mais sur les stratégies d'adaptation, de régulation voire de mobilisation des habitants et des usagers face à la crise. Ces contributions montrent ainsi que les pratiques urbaines en temps de crise, plus ou moins informelles, plus ou moins organisées, que ce soit dans le domaine de la récupération de déchets, du logement ou des mobilisations sociales, contribuent tout autant à la fabrique de la ville que les politiques urbaines dans lesquelles elles prennent place.

*Nora Semmoud,  
Université de Tours, UMR 7324 CITERES,  
équipe EMAM*

*Hovig Ter Minassian,  
Université de Tours, UMR 7324 CITERES,  
équipe CoST*



## Trasformazioni del paesaggio urbano come risposta alla crisi: ambizioni, discorsi e strumentalizzazioni culturali a Cagliari

*Les transformations du paysage urbain  
comme réponse à la crise : ambitions, discours  
et instrumentalisation de la culture à Cagliari*

**Raffaele CATTEDRA**

*Università di Cagliari e Università di Montpellier 3*

**Marcello TANCA**

*Università di Cagliari*

**Résumé :** *Le potentiel de projets culturels dans l'activation de processus de développement territorial et de retombées économiques et sociales présumées vertueuses est devenue une acquisition presque banale qui risque, souvent, d'aboutir à une simple rhétorique. Dans un contexte néolibéral de gouvernance urbaine, le recours à la culture, conçue comme un outil « noble » du développement, implique une série de valeurs liées à la créativité et au patrimoine historique, monumental architectural/artistique. Ces dernières interagissent avec les dispositifs typiques de la communication tels que le marketing et le branding urbains: on assiste ainsi à une intense production d'images, de discours et de représentations (voués au consensus politique) qui veulent faire de la ville un produit concurrentiel en essayant d'intercepter des flux de capitaux et de touristes internationaux. De tels processus ne sont pas sans provoquer des effets sur la transformation du paysage urbain.*

*Le cas de Cagliari est à sa manière emblématique, car il montre la variété controversée des formes que peut prendre la culture, même dans un contexte local et provincial, quand il est utilisé dans une fonction thaumaturgique, en tant que solution de tous les problèmes la ville. Au cours de la décennie 2001-2010, puis par la suite, sur le fil rouge d'une rhétorique qui voit Cagliari promue de « Capitale de la Méditerranée » à candidate*

*finaliste (déchue) de Capitale européenne de la Culture », nous assistons à une séquence de « réponses » générés par des projets, des slogans et des interventions qui visent à enrayer la perte de centralité du chef-lieu sarde par la création de lieux/événements qui devraient en enrichir l'offre culturelle, agissant comme des attracteurs potentiels des flux financiers et touristiques.*

*Nous nous demandons combien derrière certaines stratégies publiques de requalification et de reconversion culturelle d'espaces et de friches urbaines, apparemment destinés à répondre aux exigences des habitants, il ne se dissimulent pas des intérêts privés qui soutiennent, découlent voire anticipent les nouvelles normes standardisées d'entrepreneurialisation de la ville et de ces espaces.*

**Mots clefs :** Cagliari, ville néolibérale, crise urbaine, culture, rhétorique, image, paysage

**Riassunto:** *La potenzialità dei progetti culturali nell'attivare processi di sviluppo territoriale e presunte ricadute economiche e sociali virtuose è diventata un'acquisizione quasi banale che rischia spesso di tradursi in una mera retorica. In un contesto di trasformazione neoliberale della governance urbana, il ricorso alla cultura,*

*come risposta alla crisi e intesa come strumento “nobile” di sviluppo, chiama in causa una serie di valori legati alla creatività e al patrimonio storico, monumentale, architettonico/artistico; questi interagiscono con i dispositivi tipici della comunicazione come il marketing e il branding urbano. Si assiste così a un’intensa produzione d’immagini, di discorsi e di rappresentazioni (volti a creare consenso politico) che vogliono rendere competitive e attrattive le città, tentando di intercettare capitali e flussi turistici internazionali. Tali processi producono tuttavia effetti sulla trasformazione del paesaggio urbano.*

*Il caso di Cagliari è a suo modo emblematico, perché palesa la controversa varietà delle declinazioni che può assumere la Cultura, anche in un contesto locale-provinciale, quando venga utilizzata in funzione taumaturgica, come soluzione di tutti i problemi della città. Nel decennio 2001-2010, e poi successivamente, sul filo rosso di una retorica che vede Cagliari promossa da “Capitale del Mediterraneo” a candidata finalista a “Capitale europea della cultura 2019”, vediamo il prodursi di una sequenza di “risposte” generate da slogan, progetti e interventi che mirano ad arginare la perdita di centralità del capoluogo sardo attraverso la creazione di luoghi/eventi che ne dovrebbero arricchire l’offerta culturale, fungendo da potenziali attrattori di flussi finanziari e turistici. Ci chiediamo quanto dietro alcune strategie pubbliche di riqualificazione e di riuso culturale di spazi riconvertiti, apparentemente destinate a rispondere alle esigenze dei cittadini, si possano invece palesare interessi privati che sostengono, scaturiscono o anticipano le nuove norme standardizzate di imprenditorializzazione della città e dei suoi spazi.*

**Parole chiave:** Cagliari, città neoliberale. crisi urbana, Cultura, retorica, immagine, paesaggio.

## Introduzione

**I**n articolazione con una ricerca più ampia e in itinere che coinvolge altri geografi di Cagliari, questo contributo intende riflettere su come la dimensione culturale sia adottata o strumentalizzata nei discorsi e nelle trasformazioni (che questi annunciamo o accompagnano) che riguardano la città, come una possibile risposta ai problemi che la “questione” della crisi mette in gioco. Tali pratiche (ad un tempo discorsive e performative) intervengono in un contesto legato ai processi di ristrutturazione

dell’economia in chiave postfordista. Questi comportano, fra l’altro, la ridefinizione del rapporto tra Stato e mercato, la profonda trasformazione del welfare, il consolidamento di un nuovo regime pubblico-privato nella fabbricazione della città e la conseguente ricomposizione della sua geografia sociale, ivi comprese delle forme di resistenza<sup>1</sup>.

Si tratta di individuare da un lato le modalità attraverso le quali, negli ultimi vent’anni, si “materializza” nella retorica politica l’idea di una crisi della città di Cagliari (precedente all’ultima crisi economico-finanziaria ma con la quale va a sovrapporsi); dall’altro di considerare quegli elementi del paesaggio urbano sui quali questa rappresentazione viene argomentata e costruita, o su cui va a incidere.

La nostra ipotesi è che il ricorso ai valori “taumaturgici” della cultura rappresenti il Cavallo di Troia per legittimare politiche e azioni neoliberali sulla città, nelle quali quasi si confondono ambigualmente interventi pubblici di effettivo valore ma anche interessi speculativi da parte di privati, che possono avere conseguenze negative sulla sua geografia sociale. Questa ipotesi è argomentata attraverso l’analisi dei discorsi e delle realizzazioni (mancate o avvenute) di alcuni progetti fondati su esplicite valenze, ambizioni e/o strumentalizzazioni a carattere culturale e simbolico che comportano anche l’ambizione di una proiezione della città sulla scena internazionale.

## 1. Il discorso sulla “crisi” urbana e l’emergere della dimensione metropolitana

Declino, indebolimento, staticità, e poi ancora abbandono, incertezza, degrado...: la ruvida concordanza nel lessico utilizzato dagli studiosi delle scienze sociali nel descrivere la condizione urbana di Cagliari, a partire dagli anni ’80, non lascia spazio ai dubbi (Masala, 1996; Ortu, 2004). Di là delle differenze di registro, le diagnosi concordano nel rilevare un innegabile indebolimento strutturale cui va incontro la città nei primi anni ’90 e che si

<sup>1</sup> Fra l’ampia bibliografia su questo tema e in particolare sull’area mediterranea, si rinvia a Harvey 2001; 2012; Brenner, Theodore, 2002 Davis, 2007; Palidda 2011; Florin, Legros, Troin, 2014; Gintrac, Giroud, 2014.

riflette nel discorso politico-mediatico, come nell'immaginario collettivo.

Evidentemente, questo non è un caso unico, e partecipa di un più ampio discorso sulla "crisi" – oggettiva quanto di percezione collettiva, politica o scientifica – di cui tante città, italiane ed europee, sono state oggetto e con cui si sono confrontate negli ultimi trent'anni. Da questo punto di vista Cagliari sembra pienamente inserita nel nuovo ciclo di trasformazioni territoriali che investono il paesaggio urbano delle città italiane (Lanzani, 2003). In primo luogo, la tendenza al ridimensionamento della popolazione urbano-concentrata che porta con sé una crescita demografica nei contesti periurbani e una perdita generalizzata di popolazione residente nelle cosiddette città compatte. In secondo luogo, una densificazione nei territori diffusi a scapito delle medie e grandi città, con il moltiplicarsi di dinamiche e forme di mobilità (messe in atto da soggetti economici dispersi nel territorio) "da" e "verso" la città, sempre più meta, nelle ore diurne, di pendolari e di users che si spostano per ragioni lavorative e/o di consumo.

Cagliari non fa eccezione, partecipando alle trasformazioni formali e materiali innescate da questi processi. Se da un lato la città mantiene intatto il ruolo di principale centro urbano e di sede politica, amministrativa ed economica della Regione Autonoma della Sardegna (RAS) – che ne configura la sua identità simbolica –, dall'altro sembra perdere la preziosa funzione di porta, filtro o "cerniera" (Boggio, 2002) tra l'isola, con le sue aree interne, e i contesti territoriali più ampi di quello regionale (alla scala mediterranea, nazionale e internazionale). Tale annullamento delle funzionalità, come pure della messa in evidenza della crisi dell'identità della città, soprattutto nella sua funzione economica riconfigurata nei decenni successivi al secondo dopoguerra (industria pesante, manifatturiero, costruzioni) ma letta anche nella sua dispersione metropolitana non del tutto pianificata, emerge ancora più chiaramente se ci rivolgiamo alla lettura di alcuni dati statistici che, pur con i limiti che questi comportano, possono offrire dettagli circa la reale consistenza di questa fase critica, permettendo di inquadrarne le dinamiche essenziali.

A partire dagli anni '80, emerge innanzitutto un processo di decremento demografico e di invecchiamento della popolazione di Cagliari, la cui area comunale nei primi anni '70 aveva raggiunto la cifra record di oltre 220.000 abitanti. Nel giro di trent'anni (1981-2011), perdendo quasi 50.000 unità, la popolazione comunale residente si assesta nel 2011 a meno di 150.000 abitanti<sup>2</sup>. La forte flessione del capoluogo rimanda a un processo di contro-urbanizzazione o dispersione della popolazione che è legato alla scelta di molti nuclei familiari di lasciare la città in cerca di una sistemazione residenziale economicamente più vantaggiosa o confortevole nei centri dell'hinterland<sup>3</sup>, laddove l'Area urbana estesa vede crescere il proprio peso numerico, raddoppiando i propri abitanti (+86.564) per superare abbondantemente le 400.000 unità (vedi tab. 1).

*Tab. 1: Confronto dell'evoluzione demografica tra i comuni dell'Area Vasta e Cagliari (fonte: rielaborazione dati ISTAT)*

|                                          | 1981           | 1991            | 2001               | 2011              |
|------------------------------------------|----------------|-----------------|--------------------|-------------------|
| Comuni dell'Area Vasta (tranne Cagliari) | 176.371        | 215.233         | 243.909            | 262.935           |
| Cagliari                                 | 197.517        | 183.659<br>- 7% | 164.249<br>- 10,6% | 149.883<br>- 8,7% |
| <b>Totale</b>                            | <b>373.888</b> | <b>398.892</b>  | <b>408.158</b>     | <b>412.818</b>    |

Questo spopolamento "fuori standard" (Fara, 2004, 387) ha tuttavia a che fare non solo con la "fuga dalla città" ma anche con un altro fenomeno concomitante: il rallentamento della natalità e l'invecchiamento della popolazione residente (tab. 2 e 3). Nel trentennio 1981-2011, la percentuale di popolazione giovanile (da 0 a 25 anni) di Cagliari diminuisce del 10% ogni dieci anni, parallelamente, la popolazione invecchia con un ritmo sempre più veloce: triplica il

<sup>2</sup> Di fatto, il declino demografico è solo in minima parte debitore del distacco amministrativo di alcune frazioni che ridiventano comuni autonomi (Quartucciu nel 1983, Elmas nel 1989 e Monserrato nel 1991).

<sup>3</sup> In sostanza, tra i 16 comuni dell'Area Vasta metropolitana (Assemini, Cagliari, Capoterra, Decimomannu, Elmas, Maracalagonis, Monserrato, Pula, Quartu S.E., Quartucciu, Sarroch, Selargius, Sestu, Settimo S. Pietro, Sinnai, Villa S. Pietro), Cagliari risulta essere, l'unico che registra una perdita consistente di popolazione (-47.634), laddove l'Area vede crescere il proprio peso numerico, raddoppiando i propri abitanti (+86.564).

numero degli abitanti da 65 anni in su che passa dal 9,3% del 1981 al 18% del 2001 e al 24,3% del 2011.

*Tab. 2 : Composizione della popolazione di Cagliari: popolazione da <5 anni a 25 anni (fonte: rielaborazione dati ISTAT e Atlante demografico di Cagliari 2011)*

| 1981  | 1991 | 2001  | 2011   |
|-------|------|-------|--------|
| 43,3% | 33,5 | 22,6% | 19,35% |

*Tab. 3 : Composizione della popolazione di Cagliari: popolazione over 65 anni (fonte: rielaborazione dati ISTAT e Atlante demografico di Cagliari 2011)*

| 1981 | 1991  | 2001 | 2011   |
|------|-------|------|--------|
| 9,3% | 12,5% | 18%  | 24,37% |

Un altro elemento di questa fase involutiva di “depotenziamento della struttura urbana” (Abis, Corti, 2003, 104) è rappresentato dal dato relativo all’incidenza degli edifici ad uso abitativo per epoca di costruzione. Se si confronta la situazione di Cagliari con quella dei 5 comuni più popolati dell’Area Vasta nel 2001, appare evidente quanto bassa sia nel capoluogo la percentuale di edifici ad uso abitativo costruiti dopo il 1991 (appena il 4,9% rispetto al 78,9% se si sommano i 5 comuni in questione) (tab 4).

*Tab. 4 : Edifici a uso abitativo, percentuale per epoca di costruzione (fonte: Comune di Cagliari, 2001)*

|           | Abitanti 2001 | Abitazioni edificate prima del 1945 | Abitazioni edificate tra il 1946 e il 1971 | Abitazioni edificate tra il 1971 e il 1991 | Abitazioni edificate dopo il 1991 |
|-----------|---------------|-------------------------------------|--------------------------------------------|--------------------------------------------|-----------------------------------|
| Cagliari  | 164.249       | 25,7%                               | 43,2%                                      | 26,2%                                      | 4,9%                              |
| Quartu    | 68.040        | 7,9%                                | 23,3%                                      | 58,3%                                      | 10,4%                             |
| Selargius | 27.440        | 10,1%                               | 27,1%                                      | 41,2%                                      | 21,5%                             |
| Semini    | 23.973        | 7,5%                                | 29,0%                                      | 49,0%                                      | 14,5%                             |
| Sopoterra | 21.391        | 3,3%                                | 19,6%                                      | 53,0%                                      | 24,2%                             |
| Sonerrato | 20.829        | 19,2%                               | 38,2%                                      | 34,3%                                      | 8,3%                              |

Sul fronte degli indicatori economici, invece, una prima flessione sensibile concerne il valore aggiunto procapite nella provincia di Cagliari che, seguendo il trend della Sardegna e più in generale del Mezzogiorno, scende tra il 1971 e il 1991 dall’84% al 78,8%, per

poi risalire nel primo decennio 2000 (Istituto G. Tagliacarne, 2012). Si aggiunge negli anni 1991-2001 un decremento degli addetti alle unità locali delle imprese e delle istituzioni di Cagliari, contro un incremento di quelli degli altri comuni della provincia.

Il tasso di disoccupazione della provincia (Istat) registrato nel 2001 (il 19,39% contro l’11,6% del dato nazionale) è legato anche al calo dell’industria e dei suoi addetti e si riflette nelle grandi fabbriche dismesse che lasciano dei “vuoti urbani”, in particolare nel paesaggio della zona ovest di Cagliari, delimitata dal parco ferroviario e dal bacino portuale e sviluppatasi nel corso degli anni in maniera episodica e disordinata: propaggine della città nella direttrice d’ingresso dell’area industriale che appare caratterizzata da ingenti episodi di degrado urbanistico ed edilizio<sup>4</sup>.

Una più completa comprensione del peso della crisi di Cagliari non può però essere raggiunta senza un richiamo al tema della decadenza del suo paesaggio urbano. È bene precisare fin d’ora che quando usiamo l’espressione “paesaggio urbano” ci riferiamo al fatto che questo, per effetto dell’arguzia di cui parla Farinelli (1992), evoca al tempo stesso la cosa e la sua immagine, senza che si riesca a distinguere l’una dall’altra; questo ci permette di evidenziare la duplice valenza degli interventi sulla dimensione paesaggistica della città: questi non si limitano a lambire, in superficie, la configurazione degli spazi e la fisionomia dei luoghi (l’immagine), ma vanno a toccare, nel profondo, le pratiche effettive di costruzione della cittadinanza, i rapporti di forza e gli interessi economici che stanno dietro ad essi (la cosa). Ora, se – come mostrano i dati riportati – nell’ultimo scorcio del XX secolo il quadro socioeconomico e demografico di Cagliari (la “cosa”) mostra segni di instabilità e debolezza, per effetto della continuità tra le “facce” del paesaggio dovrà essere possibile riscontrare analoghi effetti di debolezza non soltanto al livello infrastrutturale giudicato,

4 In quest’area erano localizzate le ex-Cementerie di Sardegna, tra le più vecchie industrie dell’isola, distrutte nei primi anni 2000, per far posto ad un’operazione di speculazione edilizia, oggi sede del quotidiano *L’Unione Sarda* e di un cinema multisala) (cfr. articolo Memoli, Puttilli in questa stessa sede vedi nota 20).

da qualunque lato lo si guardi (aeroporto, Porto Canale, capacità alberghiera, patrimonio edilizio scolastico, ecc.) inadeguato o insufficiente, ma anche a quello *dell'immagine della cosa*, vale a dire della fisionomia e della configuratività dei luoghi (spazi e arredi urbani, decoro architettonico, ecc.). Ciò trova conferma nelle critiche formulate da diversi autori, tutti concordi nel rilevare l'indebolimento strutturale di una "città senza qualità" (Corti, 1999), "statica" (Ortu, 2004), nella quale si moltiplicano i vuoti urbani, anche in aree centrali (Masala, 1996). La crisi di Cagliari come crisi del suo paesaggio perdura fino agli inizi degli anni 2000 ad es. nel disinteresse degli amministratori nei confronti dei quartieri storici, vittime di una *reductio* a «serbatoio di alloggi a basso prezzo per i residenti meno abbienti e per gli immigrati da poco tempo» (ivi, 289); la città storica, il cuore di Cagliari, "è quasi impresentabile agli stranieri", priva com'è di "livelli di qualità e decoro"; cosicché il suo centro appare "sporco e sregolato nelle forme architettoniche" (Cadinu, 2004, 306). Questo diffuso indebolimento appare, non a caso, come uno dei principali enjeux con cui si sono misurati i piani urbanistici predisposti dal Comune di Cagliari nel corso degli anni '90 e 2000, nelle loro diverse varianti e scale. Il tono di questi Piani denuncia in effetti la crescente difficoltà da parte delle amministrazioni comunali di mettere a punto strategie e strumenti operativi adeguati al governo della crescente complessità territoriale, nonché di contrastare i nuovi problemi posti da una realtà che attraversa una fase cruciale di ridefinizione strutturale degli assetti sociali, economici e politici. Così, *il Piano Quadro per il recupero del centro storico* (1996) muove dagli "evidenti limiti strutturali di strumenti urbanistici comunali ormai datati e inadeguati a governare le trasformazioni indotte dai complessi fenomeni territoriali in atto" (Comune di Cagliari, 1996, 27), per evidenziare il "disinteresse diffuso per l'ambiente e le parti sensibili del territorio", unito al "forte degrado" che "sta portando la vita nei quattro quartieri storici ad uno stadio di non ritorno". Più esplicitamente il *Piano Urbanistico Comunale* del 1995-97 rileva una serie di tendenze negative, segnali evidenti di un modello involutivo che si è impadronito della città: *perdita di efficienza*

del sistema urbano e di qualità dei luoghi, incremento degli *squilibri*, *saturazione* della città compatta, assenza di una direzionalità progettuale. Ancora una volta, anche a livello terminologico, ritroviamo la denuncia di una situazione di stallo o di crisi, che ha degli effetti nocivi sugli equilibri e le funzioni urbane: "La prima riflessione sulla città – scrivono gli estensori del *Piano* – mette in luce conflittualità irrisolte, antagonismi non proficui, antinomie evidenti che marcano non solo i caratteri fisici della città, ma che ne annullano funzionalità e identità" (ivi, 85).

Rispetto al quadro di crisi e al degrado del paesaggio urbano, le "ricette" individuate come possibili vie di uscita saranno da un lato un intenso lavoro (verso l'interno) di ristrutturazione e riqualificazione o costruzione *ex novo* della sua qualità e decoro e, dall'altro, il progressivo, ma non lineare, processo di elaborazione (verso l'esterno) di un' "Area vasta" di Cagliari, rimasto ancora ad una fase discorsiva e di principio o di intenti, che alla sua effettiva attuazione territoriale. Tale processo, oggetto di un Patto Territoriale approvato nel 2000 e reso esecutivo nel 2002, sarà incentrato sull'idea della realizzazione di sei interventi infrastrutturali di tipo stradale, industriale e urbanistico (Boggio, Memoli, Rossi, 2008, 160). Tale idea ritornerà nel primo "Progetto Guida" del *Piano Strategico* (2007)<sup>5</sup>, denominato "cittadini della grande Cagliari", che propone come chiave dello sviluppo locale la ridefinizione del concetto di centralità territoriale (di Cagliari) in termini relazionali e *coordinati, policentrici e distributivi*. Secondo gli estensori del piano, questa strategia comporterebbe due obiettivi paralleli: da una parte la diluizione delle tensioni e delle contraddizioni proprie del capoluogo nella sua area metropolitana (che muove i primi passi di una sua plausibile costituzione in relazione alle attuali riforme territoriali nazionali)<sup>6</sup>; dall'altra, la messa in campo di operazioni di marketing territoriale, definite come "strategiche per la governance" e inserite per altro in una rete nazionale ed internazionale delle cosiddette "città strategiche" (RECS).

5 Il testo definitivo del piano strategico verrà definitivamente approvato dal consiglio comunale di Cagliari nel settembre 2009.

6 Legge 56/2014 (cf: Bellino, Cattedra, Memoli, Puttilli, 2015 in corso di stampa).

## 2 - Il discorso di superamento della crisi fra marketing urbano, nuova realtà metropolitana e ambizione internazionale: da “Città capitale del Mediterraneo” a “Città Capitale europea della Cultura”

Se, nella seconda metà degli anni '90, il ciclo espansivo della “crescita senza sviluppo” di Cagliari sembra essersi definitivamente esaurito (Peluso, 1997, 76), nello stesso periodo si materializza nella retorica politica – quindi nelle azioni e nelle progettualità che interessano la città – una nuova visione del superamento di questa situazione di stallo. Dalla fine degli anni '80, pur se non in maniera immediata, anche sulla città di Cagliari si riflettono le conseguenze dei processi innescati dalla caduta del Muro di Berlino e dalla fine dei grandi blocchi contrapposti, i quali aprono alla scala mondiale una fase nuova, variamente definita come globale, postmoderna, postfordista o della *new economy* che esprime, ad ogni modo, un imprinting o una svolta neoliberale. Dopo la cessazione delle crescite urbane, la fase di rilancio della politica delle città è affidata sempre più a strategie di taglio neoliberale imperniate sulla capacità di dar vita ad iniziative volte ad attrarre capitali (Pinson, 2009). Ed è all'interno di questa nuova matrice che si fa strada nel discorso e nell'azione urbana il ricorso sempre più intenso alla dimensione culturale, spesso declinata in termini sensazionalistici o spettacolari (il “grande evento” che fa circolare sui media il nome della sede che lo ospita). Utilizzata in molti casi come un “cavallo di Troia”, la nostra ipotesi è che la *Cultura*, mentre catalizza investimenti e risorse finanziarie statali, europee e/o private, al tempo stesso maschera, occultandole, operazioni più o meno disinvoltate di speculazione immobiliare e di erosione del *welfare*. Paradossalmente nella valorizzazione della città il ricorso alla cultura intesa come sfera nobile di sviluppo che chiama in causa una serie di valori legati alla creatività e al patrimonio storico, monumentale, architettonico/artistico – dunque percepiti in termini positivi e “alti” –, interagisce ora in maniera sistemica con il ricorso a strumenti propri della comunicazione di massa come il marketing e il *branding* urbano: ossia alla produzione di immagini, di paesaggi, di discorsi e di rappresentazioni (la

cui efficacia si misura nella capacità di creare consenso), che vogliono rendere competitive e attrattive le città, tentando di intercettare capitali e flussi turistici internazionali<sup>7</sup>.

Vanno tuttavia considerati alcuni aspetti salienti che contribuiscono a caratterizzare questo nuovo corso urbano. In primis, il fatto che non basta più il grande evento in sé: la ristrutturazione o la rigenerazione urbana che l'accompagna ha bisogno di tempi più lunghi, e quindi si dà spazio all'idea della sostenibilità e della durabilità, ovvero alla necessità di una riconversione ordinaria delle infrastrutture realizzate, una volta l'evento terminato. Si tratta soprattutto di prendere atto del fatto che le città hanno bisogno di una strategia di accumulazione di “occasioni” (Indovina, 1993), per tenere il passo della concorrenza. Così, fra interventi progettuali, urbanistici e architettonici di grande o medio rilievo, di scala più o meno metropolitana, forum, manifestazioni, incontri, esposizioni a carattere internazionale e di grido, tante città cercano di accumulare incontri di varia natura<sup>8</sup>.

7 L'esempio forse più eclatante di questo nuovo corso è probabilmente quello di Bilbao (Rossi, Vanolo, 2010) che, da città manifatturiera e industriale in declino, va incontro nel corso degli anni '90 ad una serie di trasformazioni materiali e simboliche che ne ridisegnano il profilo, imponendola sulla scena internazionale grazie ad una serie di interventi che la dotano di importanti risorse infrastrutturali (grattacieli, un nuovo aeroporto, un ponte disegnato dall'architetto Calatrava, e ciò a partire dalla realizzazione del nuovo museo Guggenheim). Per restare nel contesto mediterraneo e in particolare in relazione alle città marittime, il 1992 segna un momento emblematico di questo nuovo corso: Barcellona si lancia nei Giochi olimpici, mentre Genova organizza l'esposizione per il V centenario della scoperta dell'America e Siviglia accoglie l'esposizione universale su un tema omologo, quello delle scoperte. Possiamo così ricordare il G7 a Napoli nel 1994 che dà avvio al cosiddetto ed effimero “Rinascimento napoletano”, e poi tutta una serie di città Capitali europee della cultura: Salonicco (1997), Genova (2004), Patras (2006), Istanbul (2011), Marsiglia (2013), di altre città come Atene che accolgono i giochi Olimpici (2004), o di Valencia per l'America's Cup (2007); e poi di tante altre che si sono candidate, senza però esito positivo, per accogliere mega eventi di tutti i tipi (culturali, sportivi, religiosi, politici), investendo ad ogni modo in questa direzione.

8 Si pensi a Genova: al G8 e al Social Forum di (2001) che anticipano la Capitale europea della cultura del 2004; a Barcellona: al Forum internazionale delle culture di del 2004, oltre un decennio dopo i Giochi olimpici; a Marsiglia: dove il progetto Euromediterranée diventa volano per la Capitale europea della cultura del 2013.

Da ciò emerge chiaramente che nel ventaglio politematico di opportunità evenemenziali turismo e cultura in senso lato costituiscono la *pièce maitresse* delle nuove strategie metropolitane, da ritenersi come un toccasana che può taumaturgicamente far cambiare il passo della città e proiettarla nel mondo. Ma questa dimensione si incrocia alla bell'e meglio con gli utensili in voga nei processi – o meglio negli slogan – della governance (i cosiddetti tavoli della partecipazione), con la ricerca di investimenti, con l'emergere di visioni e strategie di pianificazione sempre più di tipo metropolitano, nonché con la loro messa in rete, con il nuovo ruolo degli attori locali che si confronta, più o meno rudemente, con il cosiddetto “ritiro dello Stato” e, poi, in seguito all'emergere della crisi finanziaria sul finire del primo decennio 2000, con la cosiddetta “spending review”.

Sebbene con qualche ritardo rispetto alle città che fanno da precursore, Cagliari si inserisce anch'essa in questa dinamica, con il miraggio di poter superare la frustrazione del suo ruolo di città provinciale, e con l'ambizione di ritagliarsi un proprio autonomo spazio di manovra attraverso la sua funzione di “capitale” di una regione insulare. Il decennio 2001-2011 vede così sistematicamente l'affermarsi di questa nuova “politica dell'evento” che dà luogo a una vera e propria riscrittura della città – a un tempo discorsiva e simbolica, ma anche fisica e materiale –, di volta in volta teorizzata, anticipata, difesa o ribadita nei discorsi e nelle scelte operate dalle due giunte guidate dal sindaco Emilio Floris, tuttavia in continuità con l'eredità politica dei suoi predecessori (in primis con l'amministrazione dell'ex sindaco Mariano Delogu, in carica dal 1994 al 2001).

Ciò avviene in una fase cruciale e non priva di contraddizioni e di contrasti: da una parte l'ascesa politica alla scala regionale di Renato Soru, imprenditore e patron di Tiscali, che nel 2004 diventa Presidente della Regione a guida di una coalizione di Centrosinistra; dall'altra, alla scala nazionale, il ritorno alla guida del governo di Silvio Berlusconi a capo di una coalizione di Centrodestra (a cui appartengono sia Delogu che Floris). In questo decennio, in cui prende avvio in contemporanea la nuova stagione del discorso sulla pianificazione

strategica in Sardegna (Borelli, 2010) e sul suo manifestarsi sotto forma di creazione di “rete”, è evidente lo sforzo delle amministrazioni comunali cagliaritaniche di costruire e imporre una nuova immagine della città attraverso l'individuazione di un “brand urbano” spendibile sulla scena nazionale e internazionale in grado di captare le opportunità offerte dal mercato globale<sup>9</sup>. D'altra parte quest'operazione di riscrittura, per avere delle *chance* di successo deve produrre un'immagine nuova, diversa e ben radicata (Ceccarelli, 1997). Questi sono i requisiti che decretano, a cavallo del nuovo secolo, il “successo” della strategia di sviluppo urbano che le classi dirigenti di Cagliari tentano di mettere in atto, come si evince dal *Piano Strategico* (Comune di Cagliari, 2007). Si tratta secondo gli autori di uno dei più importanti atti di pianificazione strategica adottati dal Comune, utile dal punto di vista di un'analisi critica “per comprendere l'evoluzione più generale dell'esperimento di pianificazione strategica a Cagliari”, che consente di “mettere a fuoco vecchie e nuove basi sociali – vale a dire, la sfera degli interessi emergenti e l'eredità di relazioni e interazioni fra gli attori – sulle quali tale esperienza concretamente dovrebbe fondarsi” (Boggio, Memoli, Rossi, 2008, 158). Una delle preoccupazioni che ricorre con maggiore frequenza è proprio quella dell'ossessione per l'immagine<sup>10</sup>. L'immagine “nuova, diversa e ben radicata”, nella quale trova sintesi il progetto della città è, non a caso, lo slogan *Cagliari, capitale del Mediterraneo*, che ha giocato un ruolo centrale nelle politiche portate avanti dal sindaco Floris nei suoi due mandati. Questo slogan, su cui Floris ha costruito la propria campagna elettorale, ha rappresentato di fatto il *refrain* ossessivo della sua amministrazione. La Capitale del Mediterraneo diventa:

9 U. Rossi e A. Vanolo definiscono come “politica del mimo” questi tentativi messi in atto da molte amministrazioni comunali di imitare, in molti casi in maniera pedissequa, le strategie di maggior successo (2010, 102).

10 Come attestano i seguenti riferimenti tratti dal Piano strategico: - “fornire all'esterno un'immagine prestigiosa e qualificante” (Comune di Cagliari, 2007a, 75); - “produrre un'immagine positiva del fenomeno urbano” (ivi, 109); - “migliorare l'immagine della città verso l'esterno” (Comune di Cagliari, 2007b, 83); - “valorizzare, a livello globale, la nuova immagine della città” (Comune di Cagliari, 2007c, 132).

*“un concetto chiave che l’attuale giunta ha posto all’attenzione dei Cagliaritari e dell’intera Sardegna fin dall’anno 2001, la cui sfida è stata quella di avviare Cagliari verso la trasformazione in città moderna e internazionale, in grado di competere nei nuovi scenari euro-mediterranei, città di mare e ambiente, luogo ideale per vivere e lavorare, meta internazionale ambita e ricercata per visitatori e turisti”*

(Estratto dal Piano Strategico della città di Cagliari, 2009).

Questo slogan parte dal convincimento che, nelle nuove condizioni del contesto globalizzato dell’economia internazionale, la città per giocarsi le proprie chance di sviluppo e per reggere il confronto competitivo fra territori, pur offrendo standard di accoglienza e di servizi dell’industria turistica globale, deve valorizzare la propria unicità, specializzando e differenziando la propria “offerta” per aumentare il livello di attrattività (Comune di Cagliari, 2009). L’alternativa, molto netta, è tra il “declino irreversibile” e il successo:

*“O si riesce a competere, sul fronte avanzato della conoscenza, della creatività, dell’ingegno, dell’immaterialità – o si soccombe: se non si è grado di affrontare queste sfide della competizione globale si profila inesorabile il rischio di un declino irreversibile”*

(Floris, s.d 2011)<sup>11</sup>

O si compete o si soccombe : è con questa retorica, che il progetto *Cagliari capitale del Mediterraneo*, inteso come l’esigenza di mettere a punto una nuova immagine della città basata sulla creatività e l’ingegno, si afferma come risposta alla crisi. Il progetto veicola l’idea – tipica del paradigma neoliberale – che la trasformazione urbana in termini di modernità e internazionalità comporti una serie di chance da raccogliere, di sfide e più genericamente

<sup>11</sup> *Resoconto di fine mandato* pubblicato da Floris sul suo sito personale ([www.emiliofloris.it](http://www.emiliofloris.it)), verosimilmente nel 2011. Il testo continua nel seguente modo: “Le città infatti già sono o possono diventare i luoghi ideali per attrarre la ubicazione delle attività del terziario avanzato fungendo da stimolo e creando opportunità (humus fertile) per la classe dei creativi: città come incubatori dello sviluppo. I settori del terziario: quelli finanziario, bancario, assicurativo, della grande consulenza internazionale, dell’information technology, dei servizi reali alle imprese, della comunicazione e del marketing, della moda e del design e più in generale della creatività hanno una naturale vocazione urbana, si sviluppano all’interno delle grandi città.” (corsivi nostri).

di una competizione da vincere attraverso l’incremento o la creazione dell’appetibilità dei luoghi (Amin, Thrift, 2002). Nel quadro di questo nuovo “regime urbano”, la figura degli *stakeholder*, portatori di grandi interessi (soprattutto privati), non appare esterna ai processi decisionali, ma si confonde con questi, legittimando e rivendicando un cambiamento nel rapporto fra pubblico e privato, in cui i confini fra queste due sfere si smaterializzano, sovrapponendosi ambiguamente. Per come viene esplicitata dal discorso politico alla fine del primo decennio 2000, “l’offerta” di Cagliari viene ora orientata a un target variegato di “lavoratori, studenti e turisti”, a cui si aggiunge l’esplicita epifania dell’imprenditorialità del terziario sempre più smaterializzata (banche, assicurazioni, consulenza, imprese tecnologiche e di comunicazione ecc.). Questo linguaggio sembra quindi orientato verso un’audience composta più da “individui urbani” che oggi chiameremmo *smart*, portatori di interessi economici privati, che finalizzata a promuovere un ruolo attivo dei suoi “cittadini”.

La centralità di questa nuova immagine ritorna in numerosi documenti programmatici come uno dei principali macro-obiettivi del programma di governo amministrativo (2001-2006 e 2006-2011) e in numerose dichiarazioni e interviste rilasciate dal sindaco. Questa narrazione di stampo neoliberale, che raccoglie l’eredità degli anni ’90 e ne trasforma le suggestioni in sistema, segna la svolta dei primi anni 2000, quando la filosofia degli amministratori e della stretta cerchia di consulenti-imprenditori-intellettuali, viene esplicitamente teorizzata dagli stessi protagonisti di questa *nouvelle vague* come “l’interazione fra pubblico e privato nel governo dei processi di trasformazione urbana” (Meli, Cualbu, Deiana, 2003, 247)<sup>12</sup>.

Eppure questa retorica progettuale non sembra avverarsi in maniera così automatica

<sup>12</sup> La “Capitale del Mediterraneo”, non è tuttavia l’unica connotazione per disegnare la nuova immagine. Altri slogan di questo periodo, con riferimento a iniziative di tipo commerciale, industriale e turistico, quasi sempre connesse con una progettualità in rapporto col mare, sono: “la grande Cagliari”, “la città creativa, inclusiva e tollerante”, “la grande piazza sul mare”, “il distretto nautico”, “Cagliari città di mare”, “la Città dello svago”, “la città dell’infanzia”, ecc.

e performativa. In un'intervista del giugno 2006, a una domanda diretta ("Crede davvero nello slogan Cagliari capitale del Mediterraneo?"), la risposta del sindaco Floris è spiazzante: "Una delle capitali del Mediterraneo, non l'unica. Mi farebbe molto piacere, ma ho i piedi ben piantati per terra". (*L'Unione Sarda*, 2006). Così, a fine mandato (2011), dalle parole di Floris, Cagliari non ambisce più a essere "la" capitale del Mediterraneo, ma "una" delle sue tante capitali (Floris, 2011, *Bilancio sociale di fine mandato*). Questo ridimensionamento esplicita forse meglio di qualunque altro passaggio il carattere più retorico che realmente progettuale dello slogan, e l'assenza di una seria riflessione progettuale di sviluppo locale concretamente ancorata al territorio. Ad ogni modo, se il riferimento alla "Capitale" e al "Mediterraneo" permane, questo viene ridimensionato. In questa affannosa ricerca di slogan prestigiosi che facciano consenso, interviene in contemporanea l'ennesima politica di rilancio della città, questa volta sull'onda di una esplicita e ambiziosa dimensione culturale. Questa si istituzionalizza con una candidatura europea ufficiale, che nel 2009 proietta Cagliari, per opera della giunta Floris, nella competizione per la Capitale europea della cultura per il 2019.

Nata in sordina, tale candidatura acquista improvvisamente uno spessore, forse inatteso, nel 2013, quando con la nuova giunta di centrosinistra (nata nel 2011), il dossier di Cagliari supera la prima fase di valutazione e viene inserito nella *shortlist* insieme a Perugia, Assisi, Ravenna, Lecce e Matera. Tuttavia questa candidatura non risulterà vincente, in quanto la competizione premierà la città di Matera nell'ottobre 2014. L'attualità degli esiti di questo processo non ci consente in questa sede di valutare in chiave analitica le strategie e l'impegno programmatico dell'amministrazione comunale per sostenere il dossier di "Cagliari Sardegna Capitale europea della cultura", tranne che ricordare che la città, come le altre finaliste non vincenti, assumerà il titolo effimero di "Capitale Italiana della cultura 2015", per volontà del Ministro Franceschini (<http://www.cagliari2015.eu>) (fig. 1).

Fig 1 : Sito ufficiale di Cagliari città finalista a Capitale europea della cultura: "Riscriviamo la città su base culturale"



(Fonte: <http://www.cagliari-sardegna2019.eu>)

Nella prospettiva del nostro discorso, è tuttavia possibile indicare alcuni aspetti salienti. In primo luogo, la continuità con l'iniziativa assunta dalla precedente giunta comunale, benché di segno politico opposto<sup>13</sup>. Al di là del colore politico di appartenenza degli amministratori della città, nella presa in carico di questa eredità progettuale si può leggere esplicitamente l'opportunità di continuare a investire sulla Cultura, che continua ad essere legittimata come possibile risposta alla crisi. E dunque, un discorso di comunicazione costruito appunto sull'idea di "riscrivere il territorio su base culturale" (cfr. [www.cagliari-sardegna2019.eu](http://www.cagliari-sardegna2019.eu))<sup>14</sup>. In secondo luogo, il tentativo di inserire, in itinere, all'interno del programma di preparazione e di candidatura, iniziative culturali, e in particolare progetti di

13 Nell'attuale quadro politico isolano sia l'attuale giunta comunale (Sindaco Massimo Zedda, in carica dal 2011), quanto l'amministrazione regionale (presidente Francesco Pigliaru) appartengono a uno schieramento di centrosinistra.

14 "Il 2015 sarà un anno di riformulazione e di consolidamento del percorso di partecipazione intrapreso verso il 2019, che ha visto una sfida coraggiosa i cui protagonisti sono stati artisti, associazioni, volontari, tutti coloro che hanno creduto nella possibilità di trasformare la città in un paesaggio plurale di cantieri culturali e nell'importanza politica di creare una capitale della cultura al centro del Mediterraneo. Compatibilmente alla ristrettezza dei tempi, si darà continuità alle visioni e agli immaginari generati nel processo di candidatura, che hanno riscritto e immaginato una città diversa, amplificata, policentrica, corale, sostenendo una rete di progetti, eventi, festival, incontri e manifestazioni artistico-culturali. La sinergia tra le politiche culturali e il piano di lavori pubblici è stato uno dei motori della trasformazione di una città che guarda al contemporaneo, dal centro del Mediterraneo rispettando e rigenerando le tradizioni, i paesaggi, i tessuti culturali in cui è immersa" (<http://www.cagliari2015.eu/capitali-italiane-della-cultura-2015>)

“arte partecipata”, che non sembravano essere state esplicitamente elaborate in funzione della candidatura stessa, e che mostrano, così, un’appropriazione dell’iniziativa su una volontà di promuovere (almeno in principio) forme di “cittadinanza attiva”.

Nella giustificazione del discorso politico di rilancio della città in chiave culturale, rispetto a una crisi economica e sociale profonda, al contempo strutturale e congiunturale, che attanaglia la città e più in generale la Sardegna, non si possono non considerare i progetti, gli interventi e le iniziative che hanno (o non hanno) trovato attuazione sulla scena urbana attraverso una più o meno dichiarata “evocazione culturale”.

### **3. Prove di territorializzazione della cultura nella città: la riscrittura del paesaggio urbano di Cagliari**

Registrate continuità e differenze nell’impiego che amministrazioni di orientamento politico perfino opposto fanno della “cultura” come panacea alla crisi, possiamo quindi domandarci come questa intervenga operativamente nei cambiamenti cui è andato (o sta andando) incontro il paesaggio urbano di Cagliari. Si tratta di individuare alcune delle modalità concrete, pratiche, visibili attraverso le quali questa “parola piena” – che evoca una rete ampia e articolata di significati (di norme, valori, credenze, simboli) – viene chiamata in causa nel processo di *riscrittura* e riorganizzazione degli spazi che disegnano il (nuovo) profilo della città.

Per isolare alcuni di questi snodi di cambiamento, realizzati o solo auspicati, ci sembra utile insistere sull’opportunità di ragionare in termini di paesaggio urbano. Oltre alla polisemia del termine stesso, che come osservato permette di catturare aspetti diversi della stessa realtà, il ricorso al paesaggio ci permette di evocare la differenza, teorizzata da Tim Ingold (1993), tra il processo di *iscrizione* e quello di *incorporazione* di pratiche, retoriche e progettualità: nel primo caso il paesaggio appare come il supporto inerte di forme esteriori, esogene, preesistenti, slegate dai contesti spaziali su cui si depositano aggiungendosi semplicemente all’esistente;

nel secondo, le sue forme scaturiscono dalle potenzialità non ancora pienamente realizzate ma che sono incorporate nel paesaggio stesso. Questa distinzione ci permette di parlare, da un lato, di operazioni di riscrittura del paesaggio urbano di Cagliari inadeguate o comunque non efficaci nel porre rimedio ai problemi che affliggono la città, e questo a causa dell’adozione di soluzioni che se sono “nuove e diverse” appaiono tuttavia non sufficientemente radicate nel territorio (e pertanto rimangono sganciate dal contesto come un corpo estraneo); e, dall’altro, di operazioni di riscrittura che generando processi virtuosi di cambiamento, in grado di conciliare tra loro le esigenze di radicamento, novità e diversità offrono soluzioni concrete alle ferite aperte della città. Il contributo che queste ultime danno non è tuttavia misurabile nei termini meramente additivo-aggregativi di una mera somma di fattori, quanto piuttosto, per dirla con Turco, in quelli di una interattività “attuale o solo potenziale, continua o discontinua” che crea “opportunità e campi d’azione – potenziali od attuali – completamente diversi da quelli prima esistenti” (Turco, 1988, 76). In altre parole, progetti e eventi sono benefici nella misura in cui non si limitano semplicemente ad aggiungere qualcosa di nuovo all’esistente, ma accrescono il capitale sociale e culturale della città attraverso una riscrittura del suo paesaggio urbano consapevole e perciò rispettosa dei valori identitari che questo esprime.

Nel decennio 2001-2010 in cui, come si è visto, si prolungano la perdita e l’invecchiamento della popolazione residente, decade la qualità dell’arredo urbano ecc. si registra una sequenza di “risposte” generate da progetti e di interventi che mirano ad arginare la perdita di identità del capoluogo sardo come città di produzione di tipo fordista e la proliferazione di “vuoti urbani” attraverso la creazione di luoghi/eventi che ne dovrebbero arricchire l’offerta culturale, fungendo da potenziali attrattori di flussi finanziari e turistici<sup>15</sup>. La variegata

15 L’intervento precursore è stato l’apertura nel 1993 dall’ExMa: riqualificazione dell’ex mattatoio cittadino (risalente alla metà XIX sec.) situato nel quartiere storico di Villanova. Alla chiusura, negli anni ‘60, era stato utilizzato principalmente come autoparco della nettezza urbana e deposito del Comune. Oggi costituisce uno dei centri d’arte e di cultura più vivaci della città.

tipologia di questi interventi (per un quadro d'insieme della loro dislocazione spaziale cfr. fig. 2), alcuni dei quali continuamente annunciati e rinviati o rimasti allo stato progettuale e di mera proposta, altri effettivamente realizzati, mostra le diverse declinazioni del concetto di *cultura o, se vogliamo, l'uso interessato che il marketing urbano fa della sua polisemia*.

Tra questi, alcuni si presentano come veri e propri "contenitori culturali" (mediateche, musei, teatri e campus universitari, centri d'esposizione e complessi multifunzionali), finanziati attraverso modalità di volta in volta diverse e contestuali su fondi erogati, insieme o autonomamente, dallo Stato, dalla Regione, dal POR (Programma Operativo Regionale, finanziato attraverso i FESR), dal Comune, ecc., e la cui apertura ha reso possibile il recupero e la riqualificazione di alcuni spazi dislocati in vari punti della città, abbandonati e inutilizzati in seguito alla dismissione delle funzioni originarie per cui erano stati creati. Fra i principali possiamo considerare: il Ghetto (2000), situato nel quartiere storico di Castello, che recupera i resti di un insieme di costruzioni adibite fino alla fine del XIX secolo a caserme militari; il Lazzaretto (2000), nel quartiere periferico di Sant'Elia, sui resti dell'antico lazzaretto del XV secolo<sup>16</sup>; il Castello di San Michele (2001), situato su un colle e risalente al XII secolo (questi ultimi tre destinati ad accogliere mostre ed esposizioni e iniziative di varia natura); la Mediateca del Mediterraneo (MEM) (2011), nel quartiere di Stampace, che riutilizza la struttura del mercato comunale mai utilizzato e chiuso da una

ventina d'anni<sup>17</sup> (fig. 3); il Parco della Musica (2013), nel quartiere di Villanova, esteso su un'area di circa 5 ettari con verde, fontane e giochi d'acqua, destinato a accogliere manifestazioni musicali (fig. 4).

---

17 La MEM (Mediateca del Mediterraneo), che ha una superficie coperta di circa 3.000 metri quadri, su due piani, per un totale di 6.000 metri quadri sorge su l'area dell'ex Mercato Civico utilizzata, all'avvio del progetto, come parcheggio per i residenti e per i vicini uffici regionali. Il progetto viene avviato nel 2005, con un finanziamento pari ad € 2.000.000 di fondi comunali, con l'obiettivo di ristrutturare l'ex mercato comunale e adibirlo a sede della biblioteca centrale, ospitata in una sede in affitto. Si tratta di uno spazio polivalente e multifunzionale che può essere descritto come una piazza coperta, un luogo di attraversamento e convivialità, come una biblioteca pubblica moderna che contiene anche un laboratorio in cui sperimentare e acquisire la padronanza di tecnologie e strumenti di produzione multimediale e uno strumento di inclusione sociale che può contribuire a favorire la conoscenza dei "nuovi cittadini" e la convivenza pacifica tra le culture (Solimine, 2011, 20-21).

Una ricerca empirica condotta all'interno del corso di Geografia regionale (Facoltà di Studi Umanistici di Cagliari, Dipartimento di Storia, Beni culturali e Territorio, A.A. 2013-2014) ha prodotto dei risultati interessanti. La ricerca, consistente nella somministrazione di questionari – alla cui formulazione ha contribuito la Dott.ssa Silvia Aru – da parte dei frequentanti del corso verteva sul grado di soddisfazione e la percezione che i fruitori hanno di questa struttura. In breve, i risultati ottenuti ci permettono di osservare che il carattere variegato dei servizi offerti si configura come un menu di opzioni rispetto al quale la scelta per questa o quella voce è legata sostanzialmente a due variabili, l'età del fruitore e la fascia oraria in cui si colloca la permanenza alla MEM. Abbiamo così agli estremi soggetti che utilizzano la Mediateca soltanto in un senso, "sfruttandone" per così dire una sola funzione (biblioteca, spazi per lo studio individuale; fruitori di passaggio che ne percepiscono la struttura architettonica esclusivamente come luogo di attraversamento), oppure che attingono in diversi momenti della giornata alla varietà dei servizi offerti (studio, internet point, luogo di incontro e socialità ecc.).

---

16 Cfr. Cattedra, Memoli, 2014.

Fig 2 : I principali contenitori culturali di Cagliari aperti tra il 2001-2013.  
(Elaborazione grafica dei dati: Marco Tanca, 2015)

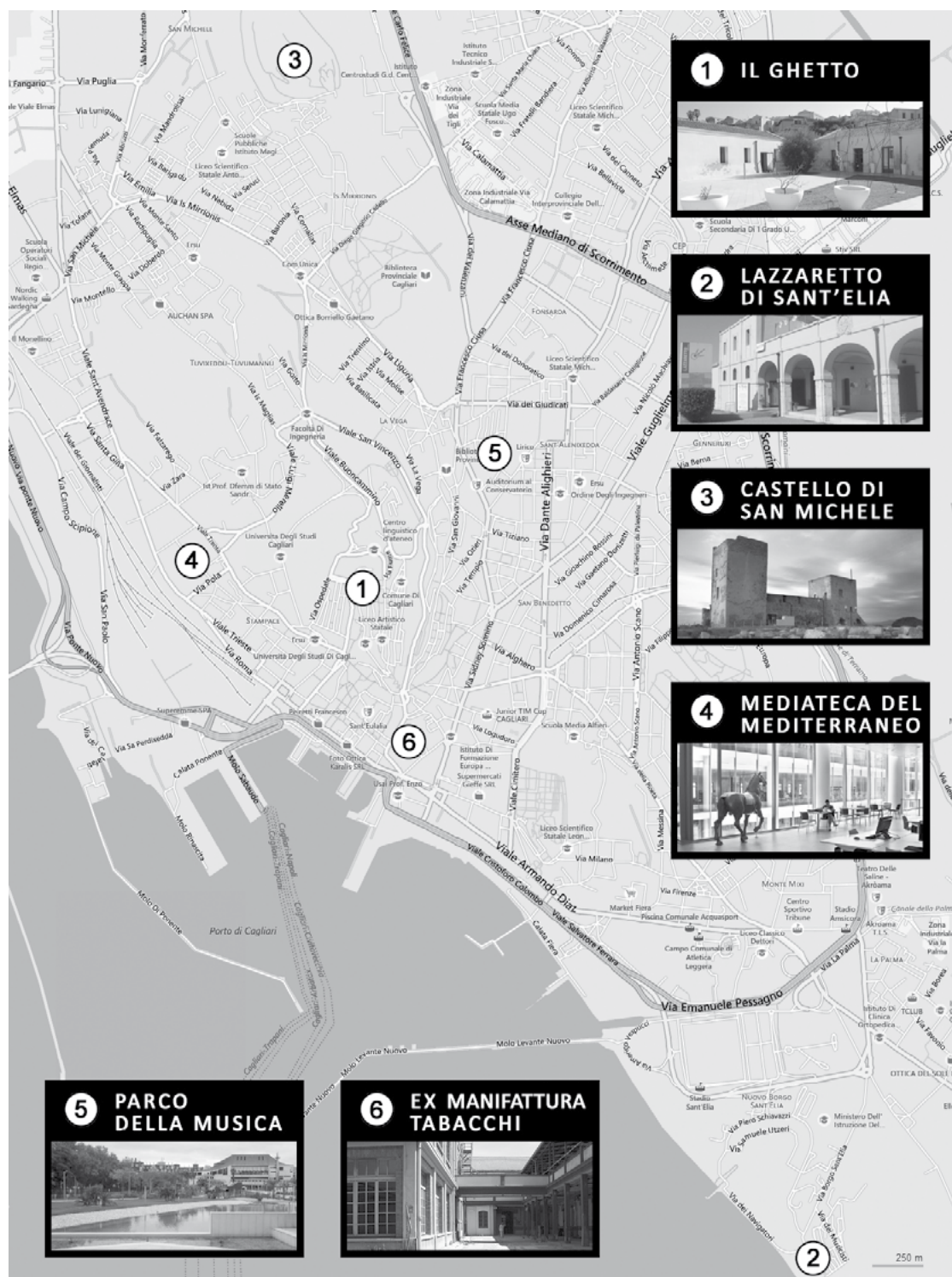


Fig. 3 : *Trasformazioni del paesaggio urbano di Cagliari: La MEM (Mediateca del Mediterraneo), inaugurata nel 2011 e situata nel quartiere di Stampace, sorge su uno spazio storico, che a lungo ha ospitato un mercato civico*



(Fonte: <http://www.cagliariturismo.it>)

Fig. 4 : *Trasformazioni del paesaggio urbano di Cagliari: il Parco della Musica, situato nel quartiere storico di Villanova, è costituito da aree verdi, un corso d'acqua artificiale, un teatro ridotto, camminamenti con pavimentazione in legno, giochi d'acqua a regolazione musicale, un locale destinato a servizi di ristoro*



(Fonte: <http://www.comunecagliarinews.it>)

A questi contenitori si aggiungono iniziative volte integrarne le funzioni, come il Progetto per la gestione integrata e la promozione dei Centri d'arte e Cultura (2002), finalizzato alla gestione sistemica ed unitaria dei beni monumentali della città, o l'evento del FestArch (realizzato nel 2007 e nel 2008), ospitato presso l'ex-Manifattura Tabacchi (ex convento dei francescani diventato nella prima metà del XIX secolo fabbrica dei tabacchi) e connesso al progetto di una "Fabbrica della creatività" con laboratori di cinema, architettura, letteratura, danza, moda e artigianato artistico<sup>18</sup>. In questa dinamica

<sup>18</sup> Terminati i lavori nel primo lotto e in attesa del rinvenimento dei fondi necessari al loro completamento, si tratta ora (maggio 2015) di individuare le modalità della gestione della struttura, decisione che verrà presa dalla Giunta regionale.

vanno inserite la riapertura del teatro Civico (2006) e la Ristrutturazione del Teatro Massimo (2008), mentre tra le proposte di ampio respiro culturale non andate in porto non si possono tralasciare il Progetto di un campus universitario nell'area dell'ex Semoleria di viale La Playa dell'architetto Paulo Mendes Da Rocha e il Betile, il Museo dell'Arte Nuragica e Contemporanea del Mediterraneo, progettato dall'architetto Zaha Hadid – due iniziative che, se realizzate, avrebbero inciso in maniera rilevante sullo skyline di Cagliari. In particolare, la proposta-Betile può essere definita "una operazione a forte carica simbolica che, attraverso la riqualificazione di Sant'Elia, doveva rilanciare l'immagine di Cagliari nella sua totalità" (Cattedra, Memoli, 2014), costituendosi fin da subito, come un progetto di grande spessore<sup>19</sup>, che ha portato nella metà del primo decennio del 2000 la Sardegna sulla scena dell'arte contemporanea, ma che non è giunto ad una fase di realizzazione anche a causa del conflitto fra sostenitori e oppositori. Una conflittualità ad un tempo politica e culturale, che ha visto schierarsi, su fronti contrapposti, da un lato, il Consiglio comunale di Cagliari (in un prima fase favorevole al progetto) e, dall'altro, la Regione Sardegna. Con la sconfitta di Renato Soru (promotore del progetto del museo) alle elezioni regionali del febbraio 2009, il Comune decise di non ratificare l'intesa siglata nel 2005 con la R.A.S. e con l'Autorità Portuale. Più recentemente, con la candidatura di Cagliari a "capitale europea" per il 2019 e sulla falsariga del MuCem di Marsiglia, si è assistito ad un tentativo di rilancio del progetto presentato da più parti come "non un puro contenitore di reperti, ma una casa dell'identità" al tempo stesso sarda e mediterranea (Lai, 2014; Marrocu, 2014; Zasso, 2014).

Su un altro versante, per la discrepanza tra intenti dichiarati e mezzi impiegati, altri progetti sembrano soffrire di una debolezza progettuale frutto di una strutturale estraneità

<sup>19</sup> Definito sul sito tematico della R.A.S. "[un museo che] Nascerà sotto il segno dell'apertura e del confronto, con l'intento di far conoscere e valorizzare una civiltà tanto antica e affascinante quanto poco nota come quella nuragica. Si proporrà come punto di riferimento per le ricerche artistiche condotte oggi nell'area mediterranea, come spazio di dialogo e scambio tra popoli e culture" ([www.betile.it](http://www.betile.it)).

alla storia e all'identità del territorio che ha spesso suscitato la resistenza della società civile e dei cittadini (episodi che segnalano come, anche alla scala "microfisica" come quella che stiamo analizzando, sia in atto una crisi della rappresentanza politica circa l'uso e l'organizzazione degli spazi pubblici). Ci riferiamo ad es. a proposte come quella della "grande piazza sul mare", una delle colonne portanti del programma elettorale del sindaco M. Floris, presentata come un punto di partenza per il rilancio economico di Cagliari. L'idea centrale di questo progetto (que si rifaceva chiaramente a esempi consolidati in campo regionale, nazionale e internazionale: Olbia, Trieste, Genova, Marsiglia, Barcellona) consisteva nella liberazione del waterfront dal traffico al fine di ottenere una piazza di 5 ettari sul mare, nel cuore della città nella centralissima Via Roma: "Cagliari è l'unica città di mare a non avere un lungomare. La piazza è innanzitutto per i cittadini" (Floris, 2009). In effetti, una volta realizzato, questo progetto – approvato dal Comune ma bloccato dalla Regione per mancanza di fondi – avrebbe contribuito a ridisegnare l'immagine della città, e non è da escludere che sarebbe assunto a simbolo del nuovo corso di Cagliari.

Questa proposta si inserisce peraltro tra gli obiettivi specifici indicati dal *Piano Strategico* (Comune di Cagliari, 2007c) in cui lo spostamento del baricentro della città verso il mare appare come la condizione senza la quale non si dà riscoperta del senso di appartenenza e della sua identità. La riqualificazione del waterfront passava quindi attraverso il recupero e la valorizzazione dell'interfaccia terra-mare, che prevedeva la trasformazione turistico-diportistica del Porto storico (cominciata con l'abbattimento, nel 2007, del muro della Darsena), la continuità tra la zona del porto e il resto della città, la fusione delle funzioni portuali e commerciali, l'alleggerimento del traffico d'attraversamento e locale su via Roma. Fin dalla sua genesi il progetto della "grande piazza sul mare" si è sposato però con un'altra proposta collaterale, prospettata per rendere praticabile l'eliminazione del traffico di superficie in funzione della pedonalizzazione di via Roma: la costruzione di un tunnel sotterraneo con annesso parcheggio di 650 posti (fig. 5). Il

progetto, inserito dal Comune tra le opere di interesse strategico nazionale ma osteggiato dalla Regione e definitivamente accantonato dalla nuova Giunta del sindaco Zedda, prevedeva nella seconda metà degli anni 2000 la costruzione – in un'area con possibili ritrovamenti archeologici – di un tunnel della lunghezza di 1.400 metri (di cui 1.000 completamente interrati), posto a 10 metri sotto il livello della strada con due corsie per ogni senso di marcia, e un traffico previsto di 4000 vetture all'ora (Giornale di Sardegna, 2005)<sup>20</sup>.

Fig. 4 : *Trasformazioni del paesaggio urbano di Cagliari: i quartieri in cui si concentrano gli interventi di riscrittura in chiave "culturale" della città (anni 2001-2013)*



Elaborazione grafica dei dati: Marco Tanca, 2015

20 L'idea di pedonalizzare via Roma per creare una "piazza sul porto" ritorna, seppure fortemente ridimensionata e depurata dell'annesso tunnel sotterraneo, in associazione ad altri interventi di riqualificazione (il lungomare Sant'Elia, ecc.) nelle iniziative portate avanti dalla nuova giunta di Centrosinistra. Questa prevede la possibilità di sistemare davanti ai porticati che ornano la via tavoli e ombrelloni assicurando al tempo stesso verde pubblico e transito dei mezzi pubblici (bus e "metropolitana di superficie") e privati; i risultati attesi sono previsti per il 2017 (*L'Unione Sarda*, 2014).

Fig. 5 : Trasformazioni del paesaggio urbano di Cagliari: il progetto della "Piazza sul Mare"



Fonte: Angius, 2009

Accanto a questo, va ricordata la vicenda del *Sistema coordinato di parcheggi di scambio e di trasporto meccanizzato* (2005), un progetto d'intervento che prevedeva l'installazione, in pieno centro storico e accanto alle mura medievali, di una serie di *tapis roulant*, di scale mobili coperte da tetti di plexiglas ancorati al suolo da strutture in cemento armato, di punti ristoro, di svariati ascensori e di un parcheggio interrato di 330 postiauto e alto tre piani. Approvato nell'aprile 2006 dall'Amministrazione comunale, anche il "Sistema coordinato" veniva presentato come pienamente rispondente alle esigenze di mobilità e di parcheggio dei residenti del quartiere di Castello e di quanti, per le più svariate ragioni (lavoro, turismo, svago ecc.), avessero necessità di accedervi attraverso una significativa riduzione del traffico veicolare. Contro il progetto si schiereranno immediatamente tutte le associazioni ambientaliste, il Comitato per la Difesa di Castello e molti cittadini<sup>21</sup>. Le critiche vertevano principalmente sulle implicazioni ambientali e storico-culturali, gli elevati costi economici (di realizzazione e di gestione) infine sull'effettiva utilità delle infrastrutture da realizzare. L'intero centro storico del capoluogo sardo, tutelato con vincolo paesaggistico dal Piano Paesaggistico Regionale in quanto bene storico-culturale (le mura di epoca pisana denotano tuttora un buono stato di conservazione) sarebbe stato stravolto dall'installazione di veri e propri corpi estranei al suo profilo morfologico. Questo progetto, fortunatamente naufragato, sembra però condividere la stessa logica che porterà in quegli anni all'ideazione di un asse

21 Almeno 2.000 cagliaritari sottoscrissero la petizione popolare contro il progetto.

viario attraverso l'area archeologica urbana di Tuvixeddu (considerata come la più grande necropoli fenicio-punica del Mediterraneo); del progetto Fenicotteri nell'area dell'ex-Cementeria, e di altre proposte come quella di riqualificare in Casinò l'ex-Ospedale Marino (nato come colonia balneare negli anni '30 e abbandonato negli anni '80). Non è difficile intuire che queste "grandi opere", se effettivamente realizzate, avrebbero inciso in maniera determinante sul paesaggio urbano di Cagliari, modificandone profondamente l'immagine; esse appaiono tuttavia quanto di più vicino ad un'attività di iscrizione del paesaggio, in quanto, più che a "incorporare", cioè a valorizzarne le potenzialità latenti, esse si limitano a ipotizzare delle "aggiunte" che non sembrano in grado di dialogare in maniera organica con l'esistente a causa della loro estraneità al tessuto storico dei luoghi. A delineare un quadro così articolato e contraddittorio, concorrono infine strategie pubbliche di risanamento di alcuni quartieri storici della città (come Castello, e più particolarmente Marina e Villanova) diventati, attraverso una presunta "vocazione culturale" – che ha comportato la risistemazione viaria e delle reti infrastrutturali di base, la pedonalizzazione, ecc. – oggetto di interessi speculativi da parte di imprenditori creativi e disinvolti, che generano espliciti processi di *gentrificazione*, i cui effetti negativi (espulsione dei ceti popolari residenti, scomparsa delle attività di produzione artigianale tradizionale, dei piccoli commerci) non sono stati ancora di fatto valutati<sup>22</sup>. Altri casi rivelano infine derogazioni che hanno permesso la realizzazione di operazioni urbanistiche assai discutibili, di alberghi (T Hotel, una struttura in acciaio e cristallo di 62 metri di altezza, inaugurata nel 2005 e divenuto un nuovo *landmark* di Cagliari)<sup>23</sup>, di cinema multisala, di complessi residenziali, legittimate dal loro presunto apporto al rilancio turistico

22 Cfr. l'articolo di Bellino, Memoli e Puttilli in questa stessa sede.

23 Cfr. la presentazione dell'hotel sul suo sito ufficiale. "Il T Hotel è [...] un vero e proprio regalo alla città, parte integrante della riqualificazione di un'area urbana, concretizzatasi - fra l'altro - con la recente apertura del Parco della Musica: uno spazio verde arricchito da fontane, giardini e perfino da un anfiteatro all'aperto, da uno spazio dedicato all'arte contemporanea e da un laboratorio di scenografia teatrale" (corsivo nostro). (fonte: <http://www.thotel.it/it/albergo-cagliari/storia-hotel-eccellenza.html>).

della città o da una auspicata vocazione culturale, in cui si assiste decisamente alla convergenza, se non alla *sovrapposizione, di interessi pubblici e privati*.

## Conclusioni

Da questo breve e parziale excursus si evince quanto il tema del “capitale” culturale, a partire dalla fine degli anni '90 e poi in maniera apparentemente organica negli anni Duemila, abbia contaminato e polarizzato in maniera determinante le retoriche discorsive e d'immagine, le strategie politiche e le pratiche urbanistiche di Cagliari. Ciò mostra come anche una città media e relativamente “periferica” non sfugga alla tendenza globale del *cultural turn* che caratterizza le grandi metropoli, o meglio di quella che potremmo considerare l’“imprenditorializzazione culturale”, ormai osservata da diversi autori (e in qualche modo già prospettata da Harvey 1993; 2001). Così, nonostante il perversare di una crisi strutturale urbana (che riguarda assetti tradizionali come quelli economico-produttivi di tipo fordista, di occupazione, demografici etc.), anzi quasi come strategia di risposta al declino del sistema produttivo tradizionale le retoriche e le pratiche istituzionali urbane del *cultural turn*<sup>24</sup> sembrano aver palesemente sostituito i discorsi sulla questione dello sviluppo, come pure quelli sulla dimensione sociale della crisi (in senso lato). Se, come è stato osservato, Cagliari “cerca di adeguarsi ai più recenti e per alcuni versi innovativi standard di qualità sia per quanto riguarda le infrastrutture, sia per la progettazione urbanistica e per la rigenerazione urbana ed architettonica” (Colavitti, Usai, 2007, 200), tale movimento che tenta di contrastare il segno negativo dell'immagine della città con l'ambizione di portarla su uno scenario internazionale, di inserirla in una rete di pianificazione strategica, è emblematicamente espresso anche dal gioco semantico che metamorfosa un presunto “capitale culturale” di una città mediterranea, in una città che diventa essa stessa “Capitale del (nel) Mediterraneo”, e quindi che tenta di assurgere a “Capitale culturale europea”. Questa meteora retorica si accompagna nondimeno a pratiche

<sup>24</sup> Su questo tema si veda anche: Pratt, 2012; Gresillon, 2014.

urbanistiche pubbliche che sostengono progressivamente tale disegno. Così fra il 2000 e il 2013 vedono la luce in diverse aree centrali, peri-centrali o periferiche di Cagliari almeno una decina di progetti (fra quelli effettivamente realizzati ex-novo o riconvertiti e quelli rimasti allo stadio di proposta-progetto) con una esplicita vocazione di “contenitori culturali” (centri espositivi, museali, musicali, multimediali, etc.). Alcuni di essi, come nel caso del Betile nel progetto di Zaha Hadid, destinato al quartiere di Sant'Elia sono rimasti in sospeso, come un'occasione mancata (ma che come abbiamo visto riemerge di tanto in tanto). Altri manifestano un'ambizione locale o cittadina, ma non dimenticano di evocare la dimensione mediterranea (la MEM). Altri più legati alla viabilità sono stati contestati ma con risultati incerti.

*Fig. 6 : Trasformazioni del paesaggio urbano di Cagliari: la torre del T Hotel, nuovo landmark cittadino*



Fonte: [www.tripadvisor.it](http://www.tripadvisor.it)

Il caso di Cagliari è a suo modo emblematico, perché ci fa toccare con mano la controversa varietà delle declinazioni che può assumere la Cultura, anche in un contesto locale-provinciale, quando venga utilizzata in funzione taumaturgica, come panacea e soluzione di tutti i problemi

della città. Le ricette urbanistiche e di marketing improntate a una razionalità di tipo economico mostrano infatti tutta la loro ambiguità, specie laddove la strategia pubblica di accumulazione di luoghi a valenza culturale che vanno stratificandosi nel paesaggio urbano, intesi come una innovativa risposta alla crisi, si accompagni – ma forse a ben guardare è altresì preceduta – da strategie e interessi privati che rendono esplicite pratiche urbanistiche di stampo neoliberale. Contraddizioni e ambiguità che sembrano affiorare anche nel seguente passo, tratto dal quinto rapporto sulle industrie culturali e creative della Fondazione Symbola-Unioncamere, nel quale si sintetizzano alcune delle questioni che abbiamo trattato:

“La potenzialità dei progetti culturali nell’attivare processi di sviluppo territoriale e nell’innescare ricadute economiche e sociali è a tal punto un’acquisizione diffusa da rischiare, spesso, di tradursi in *una mera retorica*. Il contributo allo sviluppo locale, citato nelle premesse dei progetti, *non viene più oltre approfondito* e gli impatti di diversa natura vengono considerati come conseguenze automatiche e deterministiche di un progetto culturale, cascami del restauro di un bene o di un festival culturale. *Cosa che ovviamente non è*. Questa *retorica sovrastrutturale* e, per ragioni opposte, l’insieme comunque considerevole delle esperienze in cui il tema dello sviluppo territoriale è assunto nel progetto in modo sfidante e strutturale, mettono in luce *le difficoltà e i vincoli nel costruire una progettazione culturale capace di costituirsi come driver dello sviluppo territoriale. Non obbligatoriamente un progetto culturale ha ricadute sociali ed economiche importanti, e soprattutto non in automatico*” (Fondazione Symbola-Unioncamere, 2014, 248; corsivi nostri).

Diversi questioni rimangono aperte. Possiamo chiederci quanto dietro alcune strategie pubbliche di risanamento e di riqualificazione, di riuso culturale di spazi riconvertiti, apparentemente destinate a rispondere alle esigenze “dei cittadini”, si possano invece celare interessi privati (che sostengono, scaturiscono o anticipano) le nuove norme standardizzate di *imprenditorializzazione* della città e dei

suoi spazi. Quanto la pretesa “riscrittura del territorio” è effettivamente e pubblicamente governabile? Quanto la trasformazione in chiave culturale del paesaggio urbano può, lasciarsi involontariamente prendere la mano, o peggio ancora essere l’esito di meri interessi di rendita immobiliare privata e di strategie speculative?

Come dovrebbe essere ormai chiaro, intervenire sull’immagine della città non è mai un’operazione indolore, di facciata, e questo per la sostanziale (e perciò ineliminabile) ambiguità che il paesaggio – al tempo *stesso risultato e presupposto* delle relazioni che hanno luogo tra i soggetti che animano lo spazio urbano – porta con sé.

## BIBLIOGRAFIA

---

- Abis E., Corti E. (2003), Il quadro di sfondo politico e tecnico del Piano urbanistico comunale per l’amministratore e il progettista, in E. Abis (a cura di), *Piani e politiche per la città. Metodi e pratiche*, Roma, Franco Angeli, 99-112.
- Amin A., Thrift N. (2002), *Cities, Re-imaging the Urban*, Cambridge, Polity Press.
- Angius G. (2009), *Water front via Roma. La grande piazza sul mare* (<http://www.gtnstudios.it/ANGIUS/pdf/tunnel04.02.09.pdf>).
- Bellino L., Cattedra R., Memoli M., Puttilli M. (2015) “Les enjeux de la gouvernance urbaine en Italie: les Città Metropolitane en question”, in A. Iraki et C. Demirars, sous presse.
- Boggio F. (2002), “Cagliari: la cerniera si è rotta”, in *L’Universo*, 82, n.2, 148-162.
- Boggio F., Memoli M., Rossi U. (2008), Attori locali e strategie di sviluppo urbano a Cagliari. La contesa sulla portualità, in R. Sommella (a cura di), *Le città del Mezzogiorno. Politiche, dinamiche, attori*, Milano, Franco Angeli, 157-172.
- Borelli G. (2010), *La ‘nuova’ stagione della pianificazione strategica in Sardegna* (<http://www.sociologiadelterritorio.it/archivio/ricerca/r21.pdf>).
- Brenner N. e Theodore N. (2002), *Cities and Geographies of «Actually Existing*

- Neoliberalism», in N. Brenner e N. Theodore (a cura di), *Spaces of Neoliberalism – Urban Restructuring in North America and Western Europe*, Oxford, Blackwell, 2-32.
- Cadinu M. (2004), “Il tessuto edilizio e urbanistico medievale”. In (a cura di) Ortu G.G., *Cagliari tra passato e futuro*, Cagliari, CUEC, 301-309.
- Cattedra R., Memoli M. (2014), « Un “contre-lieu” d’urbanité marginale. L’exemple du quartier de Sant’Elia (Cagliari) ». In (a cura di): Semmoud N., Florin B., Legros O., Troin F., *Marges urbaines et néolibéralisme*, Tours, Presses Universitaires François Rabelais, 125-144.
- Ceccarelli P. (1997), “Interpretazioni delle strategie urbane”, in INU, *La sfida delle città europee. Prima rassegna di urbanistica europea*. Roma, 8-13 settembre 1997, Roma, INU Edizioni, 38-42.
- Colavitti A.M., Usai N. (2007), Cagliari, Firenze, Alinea.
- Comune Di Cagliari (1995-1997), *Piano Urbanistico Comunale* (studio di indirizzo), in INU, I piani e i progetti in rassegna. 1ª rassegna urbanistica regionale, Cagliari 30 novembre-14 dicembre – Convento di S. Domenico, Ghilarza, 1996, 85-89.
- Comune Di Cagliari (1996), *Il Piano Quadro per il recupero del centro storico*, in INU, I piani e i progetti in rassegna. 1ª rassegna urbanistica regionale, Cagliari 30 novembre-14 dicembre – Convento di S. Domenico, Ghilarza, 1996, 27-31.
- Comune Di Cagliari (2001), *Cagliari e dintorni. Quaderno n. 3 - Analisi demografica socio-economica e della mobilità del sistema locale del lavoro*.
- Comune Di Cagliari (2007), *Piano Strategico della città di Cagliari*.
- Comune Di Cagliari (2007a), *Piano Strategico della città di Cagliari*. 1- Temi rilevanti ed assi strategici.
- Comune Di Cagliari (2007b), *Piano Strategico della città di Cagliari*. 2 - Il contributo degli attori locali.
- Comune Di Cagliari (2007c), *Piano Strategico della città di Cagliari*. 3 - Progetti guida ed ambiti progettuali.
- Comune Di Cagliari (2009), *Piano Strategico della città di Cagliari*. Estratto.
- Comune Di Cagliari (2011), Bilancio sociale di fine mandato 2006-2011.
- Davis M., (2007), *Le stade Dubaï du capitalisme*, Paris, Les prairies ordinaires.
- Fara G. (2004), “Abitare lo spazio urbano”, in G.G. Ortu (a cura di), *Cagliari tra passato e futuro*, Cagliari, CUEC, pp. 387-396.
- Farinelli F. (1992), “L’arguzia del paesaggio”, in Id., *I segni del mondo. Immagine cartografica e discorso geografico in età moderna*, Firenze, La Nuova Italia, pp. 201-210.
- Floris E. (2006), Dichiarazioni programmatiche 2006-2011.
- Fondazione Symbola-Unioncamere (2014), *Io sono Cultura. L’Italia della qualità e della bellezza sfida la crisi - Rapporto 2014* ([http://www.symbola.net/assets/files/lo%20sono%20Cultura%202014%20Completa\\_1404117089.pdf](http://www.symbola.net/assets/files/lo%20sono%20Cultura%202014%20Completa_1404117089.pdf)).
- Gintrac C., Giroud M. (eds) 2014, *Villes contestées. Pour une géographie critique de l’urbain*, Paris, Les prairies ordinaires
- Giornale Di Sardegna (2005), “Parla l’assessore ai Lavori Pubblici Raffaele Lorrai”: *Tra due mesi il progetto finale per il tunnel sotto via Roma*, 3 novembre.
- Gregotti V. (1990), “Tipologie atipiche”, in *Casabella*, n. 568, 45-47.
- Grésillon B., (2014), *Géographie de l’art. Ville et création artistique*, Paris, Economica.
- Harvey D. (2001), “From Managerialism to Entrepreneurialism: The Transformation in Urban Governance in Late Capitalism”, in D. Harvey (a cura di), *Spaces of Capital: towards a Critical Geography*, Edimburgo, Edinburgh University Press, 345-368
- Harvey D. (1993), *Crisi della modernità*, Milano, Il Saggiatore.
- Harvey D. (2002), *Il capitalismo contro il diritto alla città*. Neoliberalismo, urbanizzazione, resistenze, Verona, Ombre corte,
- Indovina F. (a cura di) (1993), *La città occasionale: Firenze, Napoli, Torino, Venezia, Milano*, Franco Angeli.
- Istituto G. Tagliacarne (2012), Nota sull’economia della provincia di Cagliari.

- Lai F. (2014), "Cagliari, torna l'idea del Betile: un museo aperto ai concerti rock", in *Castedduonline*, 27 marzo (<http://www.castedduonline.it/cagliari/zonapoetto-santelia/14119/cagliari-torna-l-idea-del-betile-un-museo-aperto-ai-concerti-rock.html>).
- Lanzani A. (2003), *I paesaggi italiani*, Roma, Meltemi.
- Marrocu L. (2014), "Il museo del Betile, un'idea da rilanciare", in *La Nuova Sardegna*, 29 marzo.
- Masala F. (1996), "La crisi della città di oggi", in A. Accardo (a cura di), *Cagliari, Roma-Bari, Laterza*, 292-295.
- Meli M., Cualbu G., Deiana A. (2003), "La città della musica: sinergie pubblico-privato nei processi culturali di trasformazione urbana", in G. Marchi (a cura di), *La valutazione come riferimento per la pianificazione: Cagliari e il suo contesto*, Cagliari, Università degli studi di Cagliari - Dipartimento di Ingegneria del Territorio, 247-265.
- Ortu G.G. (a cura di) (2004), *Cagliari tra passato e futuro*, Cagliari, CUEC.
- Palidda S. (ed.) (2011), *Città mediterranea e deriva liberista*, Messina, Mesogea.
- Peluso S. (1997), "Cagliari, dalla crescita senza sviluppo allo sviluppo senza crescita", in INU, *La sfida delle città europee. Prima rassegna di urbanistica europea*. Roma, 8-13 settembre 1997, Roma, INU Edizioni, 76-79.
- Pinson G. (2009), *Gouverner la ville par projet. Urbanisme et gouvernance des villes européennes*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Pratt A.C. (2012), « A world turned upside down: the creative economy, cities and the new austerity". Smart, Creative, Sustainable, Inclusive: Territorial Development Strategies in the Age of Austerity London: Regional Studies Association ([http://www.andycpratt.info/andy\\_c\\_pratt/Research\\_Writing\\_Downloads\\_files/A%20world%20turned%20upside%20down.pdf](http://www.andycpratt.info/andy_c_pratt/Research_Writing_Downloads_files/A%20world%20turned%20upside%20down.pdf)).
- Rossi U., Vanolo A. (2010), *Geografia politica urbana*, Roma-Bari, Laterza.
- Semmoud N., Florin B., Troin F. (eds) (2014), *Marges urbaines et néolibéralisme*, Tours, PUFR, coll. Villes et territoires.
- Solimine G. (2011), "Un Idea Store in salsa mediterranea. Apre a Cagliari la Mediateca del Mediterraneo", in *Biblioteche oggi*, luglio-agosto, 20-22.
- Turco A. (1988), *Verso una teoria geografica della complessità*, Milano, Unicopli.
- Unione Sarda (2014), *Ecco la rivoluzione di via Roma a Cagliari, entro il 2017 la nuova piazza sul porto*, 8 luglio.
- Zasso M. (2014), "Il Comune rilancia sul Betile: decida la Regione", in *l'Unione Sarda*, 1 ottobre (<http://www.comunecagliarineds.it/rassegnastampa.php?pagina=40459>).

## SITOGRAFIA

<http://www.cagliari2015.eu/capitali-italiane-della-cultura-2015>